

VINCENT (Marie-Bénédicte), *Serviteurs de l'État : les élites administratives en Prusse de 1871 à 1933*

Préface de Christophe Charle, Paris : Belin, 2006, 367 p.

Thomas Hippler



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2323>

DOI : 10.4000/histoire-education.2323

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 103-107

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Thomas Hippler, « VINCENT (Marie-Bénédicte), *Serviteurs de l'État : les élites administratives en Prusse de 1871 à 1933* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 129 | 2011, mis en ligne le 06 janvier 2012, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2323> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2323>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

VINCENT (Marie-Bénédicte), *Serviteurs de l'État : les élites administratives en Prusse de 1871 à 1933*

Préface de Christophe Charle, Paris : Belin, 2006, 367 p.

Thomas Hippler

RÉFÉRENCE

VINCENT (Marie-Bénédicte), *Serviteurs de l'État : les élites administratives en Prusse de 1871 à 1933*. Préface de Christophe Charle, Paris : Belin, 2006, 367 p.

- 1 Le livre de Marie-Bénédicte Vincent, issu d'une thèse soutenue à l'Université Paris 1, présente une biographie collective de 357 hauts fonctionnaires prussiens, étayée par des dossiers administratifs conservés aux archives d'État de la Prusse de Berlin-Dahlem. Nés entre 1835 et 1895, ces fonctionnaires se répartissent en trois cohortes : une « génération de l'unité allemande » (ceux qui sont nés avant 1855), une « génération de transition » et une « génération de la Première Guerre mondiale » (ceux qui sont nés après 1875). Le genre de la biographie collective permet d'aborder plusieurs aspects de l'histoire sociale allemande et de les rendre accessibles au lecteur non-germaniste. De fait, les champs couverts par cette étude sont vastes : les études supérieures et la culture étudiante, la composition sociale des élites, leur rémunération, leurs loisirs, leurs stratégies matrimoniales, leur vie quotidienne, l'éducation de leurs enfants, la culture bureaucratique allemande, la situation de la Prusse à l'intérieur du *Reich* allemand, la politique de démocratisation de la « Prusse rouge » de l'entre-deux-guerres et la réaction des élites traditionnelles, etc. Cette approche nécessite de prendre en compte une grande variété de sous-disciplines historiques, mais elle

présente l'inconvénient de donner lieu à des analyses parfois contestables dans le détail.

- 2 L'ouvrage se divise en deux parties : la formation d'un « champ administratif » en Prusse entre 1871 et 1933 précède l'analyse des élites administratives dans la vie politique. La première partie s'ouvre par la formation universitaire et la socialisation étudiante du futur haut fonctionnaire (chapitres 1 et 2), avant d'analyser la composition du corps des fonctionnaires (chapitre 3) et l'émergence d'une « culture bureaucratique » (chapitre 4), pour finir avec une histoire de la vie quotidienne de l'individu (chapitre 5). La deuxième partie, en revanche, adopte un plan chronologique. Le chapitre 6 couvre toute la période du *Kaiserreich*, de 1871 à 1914, le septième étant consacré à la période de guerre et de révolution allant de 1914 à 1920 et le suivant à la politique prussienne de gauche pendant les années 1920. Les deux derniers chapitres, enfin, traitent du déclassement économique et social des fonctionnaires sous la République de Weimar (chapitre 9) et des années d'agonie de la République à partir de 1929 (chapitre 10).
- 3 Ce plan s'explique par la problématique générale : « La question principale reste celle des raisons expliquant l'accommodement des élites administratives au nazisme » (p. 21). Mais force est de constater que les sources dessinent une image bien plus ambiguë que l'univocité de la question ne le laisserait augurer. Dans leur immense majorité, les hauts fonctionnaires sont politiquement proches des conservateurs, seule une minorité infime – deux individus de l'échantillon – soutenant activement le nazisme avant 1933 (p. 292-294). M.-B. Vincent attribue pourtant aux attitudes, *habitus* et opinions conservatrices le basculement de l'Allemagne vers le nazisme. En les adoptant sans les questionner, elle semble être devenue victime de ses propres présupposés théoriques. En effet, elle se range fermement derrière le concept historiographique de *Sonderweg* (« voie particulière »). Selon cette interprétation, l'Allemagne aurait, au moins depuis 1848 (selon d'autres auteurs, tels Otto Büsch, dès le XVIII^e siècle¹, voire depuis le XVI^e), quitté la voie « normale » de la modernisation sociale. Ainsi, l'histoire du pays serait caractérisée par une absence de révolution bourgeoise et un « compromis historique » entre élites traditionnelles et élites nouvelles ; d'où un poids particulier de la noblesse, un manque de culture démocratique, et un militarisme marqué. Bien que les critiques de ce modèle interprétatif soient légion, M.-B. Vincent fait comme si le concept de *Sonderweg* allait de soi et se contente de prétendre que « la controverse des vingt dernières années sur la « voie particulière » n'a pas remis en cause la réalité de ce tropisme » (p. 17). Dans les dernières lignes de son ouvrage classique sur la République de Weimar, Detlev Peukert insiste pourtant sur le fait que « pour expliquer le succès de Hitler, il n'est nul besoin de recourir à la théorie de la « voie particulière allemande ». La prise du pouvoir par les nazis en 1933 n'était pas due, précisément, à une prépondérance particulière des anciennes élites mais, au contraire, à l'affaiblissement spécialement marqué de celles-ci, résultant de la politisation des masses »². Marie-Bénédicte Vincent n'affronte malheureusement pas directement cet argument pourtant crucial pour sa thèse.
- 4 Plus fondamentalement, il nous semble qu'il faille remettre en cause l'existence même d'une « voie normale » du développement historique susceptible de mesurer les écarts nationaux. Hormis les États-Unis, le Royaume-Uni et, peut-être, la France, quels sont les pays qui ont adopté la « voie normale » et ont connu une unification nationale précoce puis une « révolution bourgeoise », le tout couronné par la démocratie et l'État de droit ? Est-il négligeable – pour ne citer que ce seul indice comparatif – que la France

d'avant la Première Guerre mondiale soit, selon tous les paramètres, un pays plus militarisé que l'Allemagne ?³ Seule une comparaison permettrait d'établir la validité de la « voie particulière » comme modèle interprétatif, alors que jusqu'ici les comparaisons ont plutôt eu tendance à infirmer cette théorie. Plus surprenant, Marie-Bénédicte Vincent, quand elle compare la Prusse avec d'autres pays (principalement avec la France, parfois avec le Royaume-Uni), semble elle-même invalider ses propres présupposés théoriques.

- 5 Pour les lecteurs d'*Histoire de l'éducation*, les chapitres les plus intéressants sont certainement les deux premiers, consacrés à la formation juridique et à la sociabilité étudiante. Le premier chapitre décline le *leitmotiv* du *Sonderweg* selon sa variante intergermanique, qui oppose la Prusse aux États « plus libéraux » du sud de l'Allemagne. Dans le droit fil d'Ulrich Kühn à propos des réformes du cursus juridique entre 1848 et 1933⁴, M.-B. Vincent choisit la Bavière comme contre-modèle à la Prusse : « alors que le modèle bavarois met l'accent sur la formation théorique, le modèle prussien privilégie la formation pratique » (p. 29). Or le lecteur se demande comment concilier cette affirmation avec l'importance des matières historiques dans le cursus universitaire, sur laquelle l'auteur insiste à juste titre et que l'université défend contre toutes les tentatives de « professionnaliser » davantage la formation : « l'oral [du premier examen d'État] comprend jusqu'en 1923 la traduction de sources latines et il faut attendre 1929 pour voir le droit romain et l'histoire du droit relégués au rang de disciplines secondaires » (p. 40). De manière générale, M.-B. Vincent applique une grille de compréhension très française à des pratiques académiques allemandes, et plus particulièrement prussiennes, courant de ce fait le risque de passer à côté du véritable enjeu – en l'occurrence la dichotomie entre l'autonomie de la recherche et de l'enseignement universitaires d'une part, le rôle de l'État de l'autre. Il faut également contester l'affirmation selon laquelle « l'institution du séminaire renvoie au projet humaniste de Humboldt lorsqu'il crée l'université de Berlin en 1810 » (p. 34). Comme l'a montré la recherche récente, cette représentation est un mythe inventé autour de 1900⁵. En revanche, il n'a pas fallu attendre Friedrich Paulsen et le début du XXe siècle pour voir apparaître la méthode dialogique (p. 30) : en 1807, Fichte avait déjà développé cette idée dans son *Plan déduit* pour une Université de Berlin. Le premier chapitre souffre généralement d'un manque d'empathie de l'auteur pour son sujet : plutôt que de présenter les pratiques académiques prussiennes comme une bizarrerie, il aurait été plus profitable d'analyser dans le détail le cadre conceptuel dans lequel ces pratiques font sens. La « liberté académique », par exemple, selon laquelle aucun cours n'est obligatoire, ne peut effectivement se comprendre qu'en rapport avec la conception romantique du développement de la personnalité et de l'historicité radicale du savoir.
- 6 Le livre de Marie-Bénédicte Vincent est très fort dans les passages qui entrent dans le détail de la vie de ses hauts fonctionnaires et nous livrent une *thick description* de leur univers. Dans ces passages, l'historienne fait surgir devant nos yeux des personnes dotés d'aspirations et de désirs, de loyautés et d'aversion, et d'une puissance propre qui leur permet d'agir en interaction avec leur environnement. Il est dommage que ces analyses soient offertes au sein d'un modèle interprétatif discutabile.

NOTES

1. Otto Büsch, *Militärsystem und Sozialleben im alten Preußen 1713-1807. Die Anfänge der sozialen Militarisierung der preußisch-deutschen Gesellschaft*, 2e éd., Francfort, Ullstein, 1981 (1re éd. 1962).
2. Detlev Peukert, *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, tr. P. Kessler, Paris, Aubier, 1995, p. 280.
3. Ute Frevert, *Die Kasernierte Nation. Militärdienst und Zivilgesellschaft in Deutschland*, Munich, Beck, 2001, p. 296.
4. Ulrich Kühn *Die Reform des Rechtsstudiums zwischen 1848 und 1933 in Bayern und Preussen*, Berlin, Duncker & Humboldt, 2000.
5. Voir en particulier les travaux de Sylvia Paletschek, « Wie die Forschung in die Lehre kam - Oder: Warum „forschendes Lernen“ erst mit dem „Großbetrieb Universität“ Ende des 19. Jahrhunderts ein „massenhaftes“ Phänomen wurde », *Attempto*, n° 4, 1998, p. 34-35 ; « Verbreitete sich ein Humboldtsches Modell an deutschen Universitäten im 19. Jahrhundert? » in: Rainer Christoph Schwinges, (éd.), *Humboldt international. Der Export des deutschen Universitätsmodells im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle, 2001, p. 75-104 ; « Die Erfindung der Humboldtschen Universität. Die Konstruktion der deutschen Universitätsidee in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts », *Historische Anthropologie*, n° 10, 2002, p. 183-205.